



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation de la  
centrale de cogénération exploitée par la société NOVAWOOD  
à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY**

N° 20221694

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018, modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020, autorisant la société NOVAWOOD à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux à Laneuville-devant-Nancy ;

**Vu** la demande présentée par la société NOVAWOOD le 25 octobre 2022, complétée en dernier lieu le 8 mars 2023, relative à un projet de modification des conditions d'exploitation de la centrale de cogénération qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Laneuville-devant-Nancy ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé AN/IP/294-2023 du 4 avril 2023 ;

**Vu** le projet du présent arrêté transmis à la société NOVAWOOD le 14 avril 2023 pour observations éventuelles ;

**Vu** le courriel de la société NOVAWOOD en date du 21 avril 2023 informant les services préfectoraux de l'absence de commentaire de sa part sur le projet du présent arrêté ;

**Considérant** que les modifications des conditions d'exploitation de la centrale de cogénération projetée par la société NOVAWOOD, en particulier l'extension de la zone de chalandise et la modification des critères d'acceptation des déchets de bois, sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces modifications des conditions d'exploitation nécessitent la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018, modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020, portant autorisation d'exploiter une centrale de cogénération sur le territoire de la commune de Laneuville-devant-Nancy ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle sur ce texte préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients significatifs ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

../...

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté

La société NOVAWOOD, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize à Laneuveville-devant-Nancy (54410), est autorisée, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2017-0094 du 8 mars 2018 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'implantation et l'exploitation à la même adresse, d'une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois dangereux et non dangereux.

### Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-2447 du 13 août 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les déchets admis sont sous forme broyée et sont les seuls suivants :

Code déchet	Libellé de la rubrique déchet	Origine géographique	Quantité admise
<b>Déchets de bois non dangereux</b>			
03 01 05	Déchets provenant de la transformation du bois et de la fabrication de panneaux et de meubles sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04	<ul style="list-style-type: none"><li>• Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Aube, Ardennes, Marne, Haute-Marne ;</li><li>• Bourgogne-Franche-Comté : Côte-d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Yonne, Territoire de Belfort ;</li><li>• Auvergne-Rhône-Alpes : Ain, Rhône ;</li><li>• Île-de-France : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise ;</li><li>• Hauts-de-France : Aisne, Oise, Somme.</li></ul> <b>(1)</b>	Quantité maximale pouvant entrer dans l'installation de co-incinération : 148 700 t/an sous forme de déchets de bois broyés.
15 01 03	Emballages de bois		
17 02 01	Déchets de construction et de démolition		
19 12 07	Déchets provenant du traitement mécanique des déchets bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06		
20 01 38	Déchets ménagers ou assimilés, fractions collectées séparément, sauf section 15 01, bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37		
<b>Déchets de bois créosotés dangereux</b>			
17 02 04*	Bois contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances	France entière <b>(2)</b>	Quantité maximale pouvant entrer dans l'installation de co-incinération : 34 800 t/an sous forme de déchets de bois broyés et au plus 9 t/h.
19 10 03*	Fractions légères de résidus de broyage		
19 12 06*	Bois contenant des substances dangereuses		

**(1)** : cette origine géographique est autorisée jusqu'à la délivrance à la société NOVAWOOD de la nouvelle autorisation environnementale d'exploiter portant sur l'extension de la capacité de son unité de co-incinération de déchets de Laneuveville-devant-Nancy et dans un délai maximal de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire. Au-delà, l'origine géographique sera la suivante : Grand Est.

(2) : sous réserve du respect du principe de proximité visé à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. Un transfert transfrontalier des déchets de bois créosotés, nécessité par une opération intermédiaire de broyage de ces déchets d'origine française, est admis en provenance de la plateforme exploitée par la société CCB à Gand (Belgique) jusqu'à la mise en service de la plateforme de stockage et de préparation de traverses en bois traité à la créosote, pour laquelle un dossier de demande d'autorisation environnementale d'exploiter à Laneuveville-devant-Nancy a été déposé par la société SRB et est en cours d'instruction au jour de la notification du présent arrêté, et au plus tard dans un délai de 30 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire. Les documents justifiant la traçabilité de ces déchets préciseront leur origine française.

Les déchets ménagers en mélange ne sont pas admis dans les installations de l'établissement.

### **Article 3 : Livraison et réception des déchets**

Les trois paragraphes suivants de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 modifié sont modifiés de la façon suivante :

#### **IV. Information préalable**

L'alinéa « - les teneurs en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP et en tout autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission à l'annexe 3 du présent arrêté ; » est remplacé par l'alinéa suivant :

« - les teneurs faisant l'objet d'une valeur limite d'admission indiquées à l'annexe 3 du présent arrêté ; »

#### **V. Certificat d'acceptation préalable**

L'alinéa « - la teneur en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP ; » est remplacé par l'alinéa suivant :

« - les teneurs faisant l'objet d'une valeur limite d'admission indiquées à l'annexe 3 du présent arrêté ; »

#### **VI. Contrôles d'admission**

L'alinéa « - de la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds, et PCP (et PCB-PCT pour les déchets dangereux) ; »

est remplacé par l'alinéa suivant :

« - les teneurs faisant l'objet d'une valeur limite d'admission indiquées à l'annexe 3 du présent arrêté ; »

### **Article 4 : Critères d'acceptation des déchets**

Le contenu de l'annexe 3 - critères d'acceptation des déchets - de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-0094 du 8 mars 2018 est remplacé par le contenu suivant :

Paramètres		Valeurs limites			
Humidité		M			
Granulométrie					
Fraction principale		M			
Fines < 1mm		M			
Fines < 3,15 mm		M			
Fraction dont la granulométrie est supérieure à 200 mm		M			
Fraction dont la granulométrie est supérieure à 200 mm		M			
Taux de cendres					
		Moyenne sur 24 h		Max	
Taux de cendres	% masse sur sec	< 6		15	
Composition chimique					
		Bois non dangereux		Bois dangereux	
		Moyenne sur 24 h	Max	Moyenne sur 24 h	Max
N	% sur pur	M	M	M	M
Cl	% sur pur	M	M	< 0,1	0,4
S	% sur pur	M	M	< 0,2	M
F	% sur pur	M	M	< 0,003	0,05
K	mg/kg sur sec	M	M	M	M

Na	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Na + K	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Pb	mg/kg sur sec	< 250	1800	< 250	1800
Zn	mg/kg sur sec	M	M	< 450	3600
Cd + Tl	mg/kg sur sec	< 5	20	< 5	20
Hg	mg/kg sur sec	< 0,2	0,4	< 0,2	0,4
Al	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Fe	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Si	mg/kg sur sec	M	M	M	M
As	mg/kg sur sec	< 10	30	< 10	30
Cr	mg/kg sur sec	< 50	250	< 50	250
Cu	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Mg	mg/kg sur sec	M	M	M	M
Sb + Co + Mn + Ni + V	mg/kg sur sec	< 100	150	< 100	150
PCP	mg/kg sur sec	M	M	<15	180
PCB-PCT	mg/kg sur sec	/	/	M	50
Benzo(a)pyrène	mg/kg sur sec	/	/	M	/
Naphtalène	g/kg sur sec	/	/	M	/
Total HAP	g/kg sur sec	/	/	M	/

Les concentrations des paramètres du tableau ci-dessus, notées « M » dans le tableau ci-dessus, sont mesurées par l'exploitant qui tient les résultats à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit un bilan annuel comportant une analyse de concordance entre la composition des déchets dangereux et les émissions atmosphériques, pour le même lot de déchets incinérés. L'exploitant peut, selon les conclusions du bilan annuel, demander au préfet la révision de la liste des paramètres à contrôler.

#### **Article 5 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 6 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ([www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) – Rubrique *Actions de l'Etat > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) > Publications réglementaires*).

#### **Article 7 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

#### **Article 8 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 9 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société NOVAWOOD et dont copie sera adressée :

- au maire de Laneuveville-devant-Nancy,
- au directeur départemental des Territoires,
- au délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

NANCY, le 26 MAI 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Julien LE GOFF

